

## EDITORIAL



Par **Nicolas Le Quintrec**  
Secrétaire fédéral à l'Economie,  
l'Emploi, la Formation professionnelle

### France en avant !

Depuis quelques mois, la droite lance une série de pseudo débats relatifs à l'immigration, la laïcité ou bien encore à la réflexion commune dans la perspective de construire un projet pour le pays dans la perspective de 2012. En fait, il s'agit tout simplement d'un positionnement dangereux de racolage des thèses du Front National. L'effet est immédiat. Banalisation de l'offre politique du FN et de ses dirigeants. Hausse dans les sondages du leader frontiste réactivant le spectre 2002. Ne minimisons pas ce phénomène. Les résultats électoraux en Europe attestent d'une tendance bien réelle en ce sens.

Les derniers faits divers impliquant des responsables politiques (et pas des moindres) n'arrangent rien. L'image des politiques, de la politique, en prend un coup. A en croire la presse nationale, en quelques mois, 7 membres du gouvernement ont été impliqués dans des affaires judiciaires. Outre Atlantique, le Directeur du FMI est arrêté dans les conditions que tout le monde connaît. Certes, les sondages ne révèlent pas d'affaiblissement particulier de notre part. Espérons qu'au fil du temps cela s'avère exact.

Engagé dans la primaire socialiste, le Parti joue son leadership. L'exemplarité du débat et le respect des candidats sont les clés d'une réelle dynamique. Ils sont aussi la garantie d'un débat approfondi autour de ce qui fait enjeu(x). Toutefois, trois risques majeurs menacent cette réussite : une surenchère d'attaques ou de petites phrases assassines des seconds couteaux (ré)activant les luttes fratricides internes, une mobilisation en demi teinte aux élections d'automne, des rivalités exacerbées handicapant fortement le rassemblement en 2012.

Les dés sont jetés. Place à l'essentiel ! Nos concitoyens attendent de vraies réponses à leurs préoccupations quotidiennes. Ils attendent aussi de nouvelles perspectives d'avenir, pour eux-mêmes et pour le pays. Pour ma part, je rejoins bien volontiers celles et ceux qui pensent que l'enjeu de la présidentielle se jouera sur cette double question : une redistribution et une fiscalité plus juste, d'une part, et une nouvelle union politique européenne pour faire face aux défis planétaires au plan économique et social, au plan environnemental et sanitaire, au plan financier et politique. C'est à ce niveau que nous sommes en mesure de dessiner les contours d'un avenir partagé et mobilisateur.

Après 10 ans de pouvoir, la droite française laisse un pays meurtri et dans une impasse économique et sociale. La dégradation est telle qu'un maire en appelle aux casques bleus. Inouï ! Il nous faut remettre le pays debout. Il nous faut retrouver une fierté collective. Il nous faut réconcilier les Français entre eux. Au delà du slogan, François Hollande a raison de dire : "La France en avant"

## Une ambition culturelle pour la Bretagne

**La dernière session plénière du Conseil régional était notamment consacrée à l'adoption des nouveaux axes de la politique culturelle, présentée par le vice-président en charge de cette question, Jean-Michel Le Boulanger. Aide à la création et à la production artistique, soutien aux industries créatives régionales, transmission de l'héritage culturel... : c'est autour de ces grandes orientations que la politique culturelle régionale continuera de se co-construire avec les acteurs culturels. Elle investira notamment sept grands chantiers prioritaires (pages 1 & 2).**

Face à un monde en pleine évolution, l'exigence culturelle apparaît plus que jamais comme une nécessité. "La culture, c'est l'ouverture, le terreau de toute citoyenneté", résume Jean-Michel Le Boulanger, Vice-président du Conseil régional en charge de la



Jean-Michel Le Boulanger  
- Vice-président en charge  
de la culture et des pratiques culturelles.

culture et des pratiques cultu-

relles. La Région en fait un investissement stratégique : dotée d'un budget de 35,6 millions en 2011 (doublé entre 2004 et 2011), la politique culturelle bretonne proposée pour les années à venir répondra à quatre enjeux majeurs dans une région caractérisée par sa vitalité artistique.

### Quatre enjeux au cœur du projet régional

- La gouvernance et la méthode de construction des politiques publiques avec les acteurs culturels et publics seront optimisés.
- Le soutien à la création et à la production artistique doit être réaffirmé sans faire l'économie d'une réflexion sur son efficacité.
- Le soutien aux industries créatives régionales protégera et accompagnera l'activité des industries du cinéma, du disque et du livre en Bretagne.
- La valorisation et à la transmission d'un riche héritage culturel dans l'Europe multiculturelle et pluraliste de demain.

## Les sept grands chantiers de la politique culturelle bretonne

### 1. La promotion du patrimoine culturel immatériel

Création d'une bibliothèque numérique régionale (voir encadré), structuration du secteur des musiques populaires, soutien aux structures comme l'association Dastum (investie dans le collectage et la diffusion du patrimoine oral : chansons, musiques, contes, dictons...) pour la reconnaissance par l'Unesco des fest-noz, chants à écouter, jeux et sports traditionnels.

### Une bibliothèque numérique régionale

Un point d'accès commun à un ensemble de contenus sonores, audiovisuels, photographiques, écrits détenus par les acteurs culturels régionaux (Cinéma-thèque de Bretagne, Dastum, Ina, musées, bibliothèques) pour les rendre plus visibles et mieux exploitables par les acteurs de l'édition, de l'éducation, de la recherche, du tourisme ou de la formation.

### 2. De nouveaux modèles de production artistique

**Un dispositif d'aide pour mutualiser la production artistique** : créer un dispositif de soutien à la mutualisation des moyens de production (humains, logistiques et financiers) et soutien à la co-production

**Un dispositif d'aide pour mutualiser la production artistique** : soutien à une unité de programme régionale qui mutualise des moyens de production entre télévisions locales de Bretagne.

**Elections sénatoriales**  
**Elections des délégués (ou grands électeurs)**  
**parmi les conseillers municipaux**

**Vendredi 17 juin 2011**

Au sein de tous les conseils municipaux du département  
et dans tous les départements concernés par les sénatoriales en 2011

## Hommage à Pierre Bernard

Nous étions quelques camarades dont Louis Le Penec, venus honorer la mémoire de Pierre Bernard au crématorium de Kerléto ce samedi 28 mai 2011.

Pierre Bernard fut un militant de la cause socialiste et régionale. Professeur de philosophie et de breton, député européen, conseiller régional de Bretagne, conseiller municipal de Lorient, Chevalier dans l'ordre national du Mérite et des palmes académiques, il a activement participé à la vie du Pays de Lorient et de la Bretagne, notamment grâce à son action pour la création du Fond régional d'art contemporain de Bretagne en 1981, à son rôle majeur pour la création du centre Amzer Nevez fondé en 1981 suite à la signature de la Charte Culturelle bretonne de 1977, mais également en tant que président-fondateur de la jeunesse étudiante bretonne.

Avec la disparition de Pierre Bernard, nous avons perdu un camarade fidèle, fervent défenseur de la culture bretonne, porteur des valeurs qui sont les nôtres et que nous continuons de porter ensemble.

Nous n'oublierons jamais son dévouement et son attachement à la cause socialiste.

Loïc Le Meur  
Maire - Conseiller général

## Convention Nationale du projet 2012 - Le changement

Avec Anne Troalen et Pascal Barret, nous avons assisté, dans une salle comble et forte de 2000 militants, à une convention riche de qualité et d'espoir. Comme vous le savez, le projet élaboré à l'issue de ces conventions est le fruit d'écoutes, de participations et d'élaborations communes. Le travail de Guillaume Bachelay ainsi que celui de tous les contributeurs a été unanimement salué.

Les intervenants, ont mis en exergue des nombreux points du projet. Ils ont expliqué le contraste et la rupture de nos propositions avec les actions déléguées des gouvernements de droite actuels et passés. Le modèle de la droite est celui d'une France qui renonce à ses valeurs républicaines, de laïcité, de justice et qui est au service des plus favorisés. Notre projet est lui à l'opposé la passerelle entre l'histoire de la gauche et des perspectives d'avenir crédibles que nous proposons aux Français. Il sera le pacte de notre unité et la base de nos discussions avec nos partenaires.

Aujourd'hui loin des peurs exacerbées, des stigmatisations accusatrices agitées par la droite, avec Martine Aubry nous pouvons collectivement affirmer que les socialistes ont un projet ; mais aussi que les Français ont un véritable projet, celui des socialistes.

Jean Louis Milès  
Secrétaire section de Larmor-Plage

## Les sept grands chantiers de la politique culturelle bretonne (suite)

### 3. Les jeunes au coeur des projets culturels

**Agir en direction des jeunes en insertion :** développer l'action culturelle en direction des jeunes engagés dans des parcours d'insertion professionnelle, notamment par le biais de l'association régionale des missions locales.

**Appel à l'innovation et à la participation des jeunes :** création d'un groupe de travail associant les principaux acteurs éducatifs et culturels pour développer une action culturelle nouvelle en direction des jeunes (expérimentations territoriales et appel à projets pour valoriser les logiques d'innovation et la participation des jeunes).

### 4. Investir dans l'enseignement supérieur et la formation

**La Création de pôles d'enseignement supérieur :** mise en place en Bretagne de pôles d'enseignement supérieur artistique réunissant Etat, Région, Villes et universités pour développer des filières de formation professionnelle initiale dans ce domaine.

**Filière cinéma audiovisuel, diagnostic des besoins :** lancement d'une réflexion sur les besoins en formation de la filière du cinéma et de l'audiovisuel à la demande des professionnels (avec l'Etat, la Région, l'Union des professionnels "Films en Bretagne", des diffuseurs, le pôle de compétitivité Images et Réseaux, l'AFDAS...)

### 5. Une ingénierie culturelle au sein des territoires

**Soutien à la création de postes d'ingénierie culturelle** sur des territoires prioritaires (enclavés et/ou éloignés d'une offre culturelle régulière et structurée) en considérant le Pays comme échelon de référence.

### 6. Le soutien aux industries culturelles en Bretagne

**Disque et cinéma : des mesures de sauvegarde**

La Région a aidé l'ensemble des petites salles de cinéma de proximité, indépendantes et essentiellement rurales, et les salles d'"Art et essai" à basculer au numérique. Un soutien massif (130 salles - plus de 2,5 M€ dans les nou-

veaux projecteurs et écrans).

**Les producteurs de disques en Bretagne** bénéficient désormais d'une aide potentielle de 7 500 € pour leurs projets d'albums de musique. Une condition de survie pour ces acteurs culturels.

### Edition : refonte des aides et collections éditoriales

**Un soutien aux projets d'animation du territoire :** la Région soutiendra les entreprises et associations de l'audiovisuel et du cinéma, du disque et de l'édition dans leurs projets d'animation du territoire (cinémas et librairies indépendants, éditeurs de livres).

### 7. Encourager les acteurs culturels à la mobilité

Encourager la visibilité des projets artistiques créés en Bretagne et la circulation des artistes de Bretagne à l'international. Elle interviendra notamment via sa convention avec l'Institut français pour aider les projets à l'étranger de recherche, de résidence ou d'échanges avec les artistes d'autres cultures.

## Revue POUR : réforme des collectivités et gouvernance territoriale

**Le GREP (Groupe de Recherche pour l'Education et la Prospective, fondé en 1964) vient de publier un double numéro 209-10 de sa revue POUR sur la réforme des collectivités et la gouvernance territoriale. Un numéro co-coordonné par le Brechois Joseph Gauter, dans lequel interviennent notamment Ronan Le Délézir, Edmond Hervé, Alain Even... Voici la quatrième de couverture de ce numéro.**

POUR a élaboré un dossier sur la réorganisation des collectivités territoriales en centrant sa réflexion sur les territoires ruraux. Il s'avère en effet qu'ils risquent de ressentir fortement les conséquences des changements envisagés.

D'une réforme des collectivités locales, on est en droit d'attendre un renforcement de la démocratie locale. Il ne semble pas que tel ait été le souci principal du législateur. Réduire le nombre de structures, d'élus, de fonctionnaires, apparaît bien avoir été l'objectif principal président à l'élaboration de cette loi. Le mille-feuille tant décrié ne sort pas bouleversé de cette réforme, le principal changement réside dans une réduction drastique du nombre de structures intercommunales. Mais en regroupant, sans trop de ménagement, les commu-

nautés de communes, on prend le risque de casser des dynamiques existantes et d'éloigner un peu plus le citoyen des centres de décision.

Quant aux Pays, seule structure où la participation de la société civile - socio-professionnels, associations - est organisée, ils sont doucement poussés vers la sortie. Avec de telles perspectives, il n'est pas surprenant que la première partie de ce dossier, analysant la réforme, soit nettement critique.

La deuxième partie du dossier porte sur la gouvernance des territoires.

Comment rapprocher le citoyen des centres de décision dans des structures disposant de moyens suffisants - en particulier en terme d'ingénierie - pour concevoir et conduire des actions à la hauteur

des enjeux du développement local ? La réforme veut répondre à cette question par des regroupements quasi imposés. D'autres solutions ne sont-elles pas envisageables dans le cadre de coopérations et contractualisations volontaires entre collectivités ?

Alors que semble s'amorcer un retour brutal du jacobinisme, matérialisé par la montée en puissance des Préfets, n'y aurait-il pas plutôt des enseignements à tirer des solutions innovantes imaginées ici et là dans les territoires ? Nous ne souhaitons pas que ce dossier s'en tienne à la critique de la réforme en cours. Il nous semblait utile de montrer aussi que, dans ce domaine, celui de l'organisation des collectivités et de la gouvernance des territoires, s'élaboreraient des expériences de démocratie locale porteuses d'avenir. C'est le but de la dernière partie de ce dossier.

**Commandez ce numéro auprès de :**  
GREP c/o Association 4D  
150-154 rue du Faubourg St-Martin  
75010 PARIS  
Tél : 01 55 33 10 40  
Revue POUR : grep.pour@wanadoo.fr  
Site internet : www.grep.fr



## Rapport Ciotti : un nouveau constat d'échec pour le président du tout sécuritaire !

**Suite à la remise du Rapport Ciotti "50 propositions pour une meilleure efficacité de l'exécution des peines" de prison, nous apprenons que près de 80 000 peines seraient en attente d'exécution. Ce contexte de surpopulation est insupportable pour les détenus et les professionnels carcéraux. Les lois sécuritaires se succédant conduisent à davantage de condamnations. Lorsque les forces régaliennes sont sous pression, la Justice l'est aussi.**

Le PS doit alternativement à ce discours stigmatisant et sécuritaire de la Droite entrer dans la phase de contre projet. Attachons nous à préparer des réformes profondes en matière de Justice, qui, depuis des années, manque cruellement de moyens humains et financiers pour faire correctement son travail et veiller au respect des droits individuels et fondamentaux.

Nous devons, une fois en responsabilité, plancher sur l'élaboration de **dispositifs innovants en matière de réinsertion sociale** en humanisant et en individualisant les parcours. Une vraie réflexion doit être menée sur les aménagements de peine afin de favoriser véritablement la réinsertion sociale. La prison consiste à mettre à l'écart de la société. Une des mesures qui pourrait être développée dans certains cas est celle du placement à l'extérieur dans des structures associatives, des foyers d'insertion, conciliant formation, logement et retour

progressif à l'emploi. Ces structures existent mais le taux actuel de placement à l'extérieur est aujourd'hui très faible, faute de place suffisante.

Une autre proposition forte à travailler dans le cadre du projet socialiste est la **systématisation des libérations conditionnelles**. Lors des récentes discussions parlementaires sur la loi pénitentiaire, les associations et syndicats avaient porté un amendement consistant à introduire une libération conditionnelle d'office aux 2/3 de la peine et à la discrétion du juge d'application des peines à la moitié. Il visait notamment à lutter contre les effets délétères des sorties sèches en permettant à toutes les personnes, à un certain stade de leur peine, de sortir de prison pour construire leur projet. Evidemment le gouvernement a retouqué cet amendement.

**Un plan de construction des prisons**, lieux uniques dédiés aux détenus aujourd'hui, privilégiant des unités à taille humaine est à envisager en terme d'investissement tant

les locaux actuels font honte à notre République. Les fermetures des prisons, qui ne répondent à plus aucune norme de sécurité et de salubrité, doivent également s'imposer.

Autre réforme que les socialistes portent par l'intermédiaire notamment d'André Vallini, député de l'Isère, est celle sur la **remise en question des détentions provisoires**. Le strict respect de la présomption d'innocence impliquerait forcément la réduction du nombre de personnes qui sont incarcérées bien qu'en attente de jugement. Actuellement, sur les 64 500 personnes incarcérées, près de 17 000 sont en détention provisoire. Outre ce est un des exemples les plus tragiques des dégâts qu'impliquent ces incarcérations.

La France doit être exemplaire et retrouver sa place en matière de respect des droits et des libertés fondamentales !

Anaïg-Sklaërenn Le Moëll



Les Jeunes socialistes du Morbihan

## L'eau patrimoine mondial commun

**Aujourd'hui - et plus encore demain - l'eau est un patrimoine commun en péril qui se doit d'être préservé. A l'heure actuelle, où la sécheresse fait rage dans nos campagnes et que la question du partage de la ressource entraîne des conflits géopolitiques, il nous semble important que tout-à-chacun prenne en considération l'importance d'éviter le gaspillage de cette denrée rare. Mais concrètement nous "consommateurs", que pouvons-nous faire ?**

Rappelez-vous, dans le n°92 du *Rappel du Morbihan*, il nous avait semblé indispensable de donner quelques idées pour faire des économies d'énergies. Partant de l'idée que nous avons tous un rôle à jouer à notre niveau, aujourd'hui, nous donnerons quelques astuces afin d'éviter, au quotidien, de gaspiller cette précieuse ressource. "Aucune action individuelle n'est dérisoire. Chaque geste compte. Multipliées à l'échelle d'un pays, elles contribueront à réduire l'impact des activités humaines sur la planète."

Quelques petits gestes simples :  
- **Préférer la douche au bain** : un bain consomme en effet entre 150 et 200 L d'eau alors qu'une douche seulement 60 à 85 L.

- **Installer des réducteurs de débit** : installés sur une pomme de douche à la base du flexible, ils permettent de réduire le débit d'eau de moitié

tout en gardant la même pression de jet. Economie d'eau environ de 40 % pour un prix de 10 euros.

- **Installer des mousseurs hydro-économiques ou aérateurs sur les robinets de la maison (entre 5 et 8 euros en grande surface)** : régulateurs de débit qui vous permettront d'économiser 50% sur votre consommation d'eau tout en conservant la même efficacité d'utilisation.

- **Installer chasse d'eau à deux vitesses** : au niveau de la chasse d'eau, vous pouvez installer un dispositif de réglage du débit, qui à l'aide de ses deux boutons, un qui libère entre 3 et 5 L d'eau et l'autre tout le contenu de la chasse, entre 6 et 10 L. Permet de réduire significativement l'utilisation de la ressource en fonction de l'utilisation (Environ 30 euros).

**Dans nos jardins**

- **Arroser le soir**, avant la tombée

de la nuit, pour limiter la perte en eau par évaporation.

- **Pailler la terre** : recouvrir de débris végétaux (compost, tontes d'herbes, feuilles) sur une hauteur de 5 cm pour réduire la température en surface et empêcher l'eau de rosée et d'arrosage de s'évaporer trop vite.

- **Penser à utiliser l'eau de pluie** retenue à cet effet dans un récupérateur d'eau de pluie, citerne ou un bidon pour arroser votre jardin. Nous avons un rôle à jouer dans la limitation de notre impact écologique. Parce que les préoccupations environnementales ne doivent pas être seulement l'apanage des politiques, mais aussi et surtout celles des citoyens qui misent sur l'avenir des générations futures. C'est en cela que nous nous devons d'agir !

Jonathan

## Agenda

### Premier secrétaire fédéral

**Vendredi 10 juin - Ploemeur / Lorient**  
AG du centre de recherche IRMA  
Visite d'entreprise "Keroman Technologies"

**Samedi 11 juin - Lanester / Lorient**  
Vingtième anniversaire du FC Lanester  
Festival Les Orientales

**Dimanche 12 juin - Lanester / Lorient**  
Tournoi international des écoles de rugby  
Conférence scientifique "Les Voiles de l'espoir"

**Mardi 14 et mercredi 15 juin - Paris**  
Assemblée nationale  
Commission de la Défense nationale

**Jeudi 16 juin - Lorient**  
Ecole d'ingénieurs UBS - pose de la première pierre  
Accueil des nouveaux militants de la Fédération

**Vendredi 17 juin - Lorient**  
DCNS - Lancement du nouveau patrouilleur  
Conseil municipal - élections sénatoriales  
AG du PLL - Patronage laïc lorientais

**Samedi 18 juin - Lorient / Ploemeur**  
Cérémonies républicaines  
Inauguration de la nouvelle place à Lomener

**Dimanche 19 juin - Ploemeur**  
Inauguration du potager de Soye

**Lundi 20 juin - Lorient**  
UBS - Conseil d'administration

**Mardi 21 juin - Lorient / Paris**  
Semaine de l'innovation  
Assemblée nationale

**Mercredi 22 juin - Paris**  
Salon aéronautique du Bourget  
Commission de la Défense nationale

### Prochaine session du Conseil régional

La prochaine séance plénière du Conseil régional se tiendra le jeudi 23 et le vendredi 24 juin. De nombreux dossiers à l'ordre du jour : pour une nouvelle alliance agricole ; un plan véhicule vert en Bretagne ; pour la poursuite de notre engagement dans le syndicat mixte de la baie du Mont Saint Michel ; renouvellement de la flotte de pêche bretonne ; révision du Contrat de projets Etat - Région et des programmes opérationnels des fonds européens 2007-2013 ; rapport d'analyse par programmes pour 2010 ; approbation des statuts de l'EPCC destiné à gérer le pôle d'enseignement supérieur du spectacle vivant Bretagne - Pays de la Loire, l'Eco-Faur 2 ; approbation des statuts et adhésion au centre de ressources et d'expertise scientifique sur l'Eau de Bretagne ; création du syndicat mixte aéroportuaire et adoption des statuts aéroport Notre Dame des Landes ; création d'un fonds de capital risque interrégional Grand Ouest dédié à l'amorçage ; renouvellement du mandat des membres du CCRDT...

## Actualité

### Du RSA au STO

L'UMP, toujours à la pointe du combat social, envisage très sérieusement d'obliger les détenteurs du RSA de travailler cinq à dix heures par semaine sous forme de service social comme si les "heureux" bénéficiaires étaient tous des fainéants profitant largement des bienfaits de la législation en se gobegeant aux frais du contribuable.

Cette analyse - que l'on peut qualifier de sommaire, au contenu très largement populiste - voudrait nous faire croire que les titulaires du RSA comme du RMI profiteraient du système sans chercher réellement du travail. Comme si cela n'était pas déjà extrêmement difficile de vivre avec un minimum social, les chevaux légers de l'UMP voudraient en plus leur donner mauvaise conscience de vivre au frais de la princesse.

Cette chasse aux pauvres ouverte par la majorité est particulièrement indécente à l'heure des supers profits de quelques-uns, illustre bien les priorités de ce gouvernement dont le fond de commerce est "mort aux vaincus". Ces braves gens comme Wauquiez, Copé, Jacob, Daubresse et compagnie devraient s'astreindre à vivre avec un RSA pendant un mois pour se rendre compte que la lutte pour la survie des personnes concernées est un affaire de tous les jours et qu'il est facile de dénoncer quelques écarts en mettant tous les gens dans le même panier.

On attendrait des élus de la majorité une peu plus de générosité et de sens civique dans cette période de plus en plus difficile pour les plus démunis de nos concitoyens. Il est vrai que quand on soutient le bouclier fiscal et autres amabilités pour les plus nantis de notre société on ne saurait avoir beaucoup d'égards pour les autres. Une manière comme une autre de faire oublier leur condition aux pauvres en s'attachant aux plus pauvres. Il ne faudrait pas oublier que la plupart des bénéficiaires du RSA et du RMI seraient très satisfaits de trouver un emploi pour sortir de leur condition et le gouvernement devrait plutôt concentrer ses efforts pour leur en offrir que de chercher à les culpabiliser. C'est l'honneur de la gauche d'avoir institué en son temps le RMI et une bonne partie de la droite ne l'a jamais accepté. Un fois de plus elle essaye de remettre en cause une avancée sociale par pure idéologie ou par calcul électoral ce qui serait encore plus triste.

Le Cormoran

# PRIMAIRES Lancement d'une campagne d'information sur les primaires

**Les primaires socialistes doivent se dérouler les 9 et 16 octobre prochains. Dans l'attente du dépôt des candidatures qui doit débiter le 28 juin, les socialistes entrent en campagne pour expliquer le processus des primaires et les modalités de vote aux citoyens qui veulent y participer, tout en présentant les propositions du projet socialiste pour 2012. Du matériel de campagne est parvenu aux Fédérations dans l'objectif, prioritaire, de lancer une campagne de porte-à-porte auprès des Français, "tour de chauffe" avant la campagne présidentielle du printemps 2012.**

La volonté du national sur cette campagne est de s'inspirer des méthodes de campagne qui ont permis la victoire d'Obama aux Etats-Unis, prioritairement par des actions massives de porte-à-porte. Pour cela, de nombreuses Fédérations PS ont été invitées à organiser des journées de formation sur cette méthodologie. Dans le Morbihan, cette

ournée s'est tenue le 14 mai et a réuni une quarantaine de militants, et responsables de section, qui ont la possibilité à leur tour de former d'autres militants (voir encadré).

Parallèlement, dans l'objectif des primaires, les Fédérations ont reçu du matériel de campagne (tracts, autocollants, accroches-portes ci-dessous) dans le but d'expliquer aux citoyens le mécanisme des primaires, les conditions de participation. Dans les Morbihan, ce sont près de 90 bureaux de vote qui sont mis en place, avec au minimum un par canton. La carte des bureaux de vote et les équipes sont en cours de finalisation. Le Rappel y consacrera prochainement un dossier complet.

### Formation au porte-à-porte à Vannes

Le national met à notre disposition un certain nombre d'outils pédagogiques, que nous avons pu tester en porte-à-porte. Les premiers contacts sont très satisfaisants et l'accueil porteur. Ainsi, afin d'optimiser une organisation d'équipe pour faire du porte à porte, je convie l'ensemble des militants de la section de Vannes intéressés à venir nous rejoindre à une réunion de formation le **samedi 18 juin de 10h à 12h au local PS, 27 rue de la Tannerie à Vannes.**

T.Normand

PRIMAIRES CITOYENNES  
Les 9 et 16 octobre 2011  
**C'EST VOUS QUI DÉCIDEZ!**  
PS

PRIMAIRES CITOYENNES  
Les 9 et 16 octobre 2011  
**C'EST VOUS QUI DÉCIDEZ!**  
PS  
Plus d'informations sur [lesprimairescitoyennes.fr](http://lesprimairescitoyennes.fr)

### QU'EST-CE QUE LES PRIMAIRES ?

- Le PS donne aux citoyennes et aux citoyens un droit nouveau, en organisant avec les partis qui voudront s'y associer, les premières Primaires ouvertes pour désigner leur candidate ou leur candidat à la présidentielle de 2012.
- Chacun d'entre vous inscrit sur les listes électorales, qui souhaite le changement en 2012, pourra voter.

### QUAND AURONT LIEU LES PRIMAIRES ?

Les Primaires auront lieu les dimanches 9 et 16 octobre 2011 (1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> tour).

### QUI PEUT PARTICIPER AUX PRIMAIRES ?

- Tous les électeurs inscrits sur les listes électorales, à condition de s'acquitter d'un euro au minimum pour participer à l'organisation des Primaires et de signer la charte d'adhésion aux valeurs de gauche.

- Les mineurs qui auront 18 ans au moment de la Présidentielle, en se pré-inscrivant sur le site des Primaires à partir de la fin du mois de mai et jusqu'au 13 juillet 2011.

### OÙ VOTER POUR LES PRIMAIRES ?

Des milliers de bureaux de vote des Primaires seront installés dans toute la France. Vous voterez dans le bureau de vote auquel est rattaché votre bureau de vote habituel. Pour vous permettre de trouver votre bureau de vote des Primaires, un site spécial sera mis en ligne, et un important dispositif d'information sera mis en place.

### COMMENT RESTER INFORMÉ SUR LES PRIMAIRES ?

Sur le site [lesprimairescitoyennes.fr](http://lesprimairescitoyennes.fr), vous pouvez trouver les détails qui vous permettront de voter en octobre. Vous pouvez nous laisser vos coordonnées pour recevoir régulièrement des informations.

[lesprimairescitoyennes.fr](http://lesprimairescitoyennes.fr)

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !  
Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
 Abonnement pour 1 an : 20 €

**Le Rappel**  
du Morbihan

Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur  
en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition :  
77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14  
■ Courriel : [lerappel@morbihan.wanadoo.fr](mailto:lerappel@morbihan.wanadoo.fr) ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules  
Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55  
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)  
Site Internet : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)